



ZOOM

Une inquiétante complaisance avec le fascisme

Page 2

INTERNATIONAL

Cuba. Face à l'asphyxie, rompre le siège, organiser la solidarité

Page 4

ARGUMENTS

Défendre, étendre, démocratiser les services publics municipaux

Page 5

CHAMP LIBRE

«L'internationalisme n'est pas un luxe, mais un mécanisme de survie»

Page 8

Édito

La voix de Leyla s'est éteinte

Par **MIREILLE COURT**
et **NICOLAS BEYROUTH**

Leyla Shahid s'en est allée le 18 février 2026, dans le sud de la France. Loin de la Palestine — son père était originaire d'Acre, et sa mère de Jérusalem. Loin de Beyrouth également, où elle est née en 1949. Ses premières années militantes se font au contact des camps de réfugiés palestiniens au Liban des années 1960 et 1970, moment de bascule historique où les Palestiniens incarnaient l'avant-garde des révolutions arabes. Partie à Paris, elle préside l'Union générale des étudiantEs palestiniens (GUPS) à partir de 1976. Elle fait entrer Jean Genet dans les camps de Sabra et Chatila, à Beyrouth, au lendemain des massacres de septembre 1982 : l'écrivain en tire son fameux *Quatre heures à Chatila*. La voix de Leyla était celle d'une diplomate chevronnée, digne héritière de la diplomatie militante de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) depuis la fin des années 1960, lorsque Mahmoud Hamshari prend les rênes de la centrale palestinienne à Paris. Il est assassiné par les Israéliens en janvier 1973. Le Bureau d'information et de coordination de l'OLP obtient le statut de Délégation générale palestinienne en 1989. Leyla Shahid en prend la tête en 1993, après avoir officié aux Pays-Bas et en Irlande. Elle reste la diplomate attirée de l'OLP à Paris jusqu'en 2005, avant de partir pour Bruxelles. Proche du président Arafat, elle demeure alors une compagne fidèle des mouvements de solidarité avec la Palestine en France et en Europe. Ses dernières années, consacrées à l'Institut des études palestiniennes (IPS), furent aussi celles d'un éloignement progressif du Fatah, avec qui elle partagea un temps les illusions des accords d'Oslo. Son ultime choix de se donner la mort exprime un double refus : de la maladie et du monde tel qu'il va (mal), à l'heure du génocide à Gaza. Mais jusqu'au bout combative, elle défendit son peuple dans les tribunes qui lui étaient encore offertes après le 7 octobre 2023, encourageant les jeunes générations à toujours résister.

Bien dit

Ce mot,
décolonisation,
n'est de fait pas
un fétiche.

PIERRE-YVES BOCQUET, directeur adjoint de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, tire un bilan très critique de la politique française en Kanaky durant ces dernières années et un brillant plaidoyer pour un retour à l'esprit décolonisateur de l'Accord de Nouméa, dans un bel article intitulé « De Nouméa à Bougival : l'interminable fin de l'histoire coloniale française. »

<https://histoirecoloniale.net/de-noumea-a-bougival-linterminable-fin-de-lhistoire-coloniale-francaise-par-pierre-yves-bocquet/>



Une inquiétante complaisance avec le fascisme

La séquence marque une nette accélération de la fascisation du débat public. Minute de silence à l'Assemblée, diabolisation de l'antifascisme, complaisance envers l'extrême droite... Face à cette offensive politico-médiatique, la gauche sociale et politique doit se hisser à la hauteur de la situation et construire un véritable front antifasciste.

L'air politico-médiatique est irrespirable. La minute de silence à l'Assemblée en hommage à un militant d'extrême droite passé par plusieurs groupuscules néofascistes résume l'accélération brutale de la fascisation en cours.

Le monde à l'envers

Les plateaux sont saturés d'éditorialistes dénonçant « l'ultra-gauche » et l'antifascisme. La candidate de la « droite républicaine » à Marseille assume reprendre le slogan de Pétain, la ministre chargée de la lutte contre les discriminations reprend le vocabulaire de l'anti-France venu de l'extrême droite antidreyfusarde, toute une partie du spectre politique et médiatique veut un cordon sanitaire... contre la principale force de gauche du pays ! L'antifascisme, l'extrême gauche et LFI sont construits comme le danger absolu. Souligner le danger de l'extrême droite devient saugrenu.

Il n'y a eu aucune séquence nationale comparable après le meurtre du militant antifasciste Clément Méric en 2013 puis celui du rugbyman Federico Martín Aramburú en 2022, tous les deux assassinés par des militants d'extrême droite. L'immense majorité des meurtres à caractère idéologique est pourtant imputable à l'extrême droite. Et encore, c'est sans compter l'immense majorité de la violence politique, qui est celle de l'État, par sa politique meurtrière aux frontières et par son traitement policier des personnes racisées.

LAURENT MÛNEZ AUTORISE LA MARCHÉ
EN HOMMAGE À QUENTIN À LYON



Le message est clair. Il y a des vies qui comptent et des vies qui ne comptent pas, en fonction de la place dans l'ordre politique et social de qui est tué et de qui est accusé. La hiérarchie des indignations révèle une hiérarchie des vies.

Tapis rouge pour l'extrême droite

La complaisance actuelle avec le fascisme s'inscrit dans un contexte lyonnais marqué de longue date par l'activisme de groupuscules violents. Attaques de conférences, expéditions racistes, agressions de militantEs, violences contre des librairies ou des collectifs anti-

racistes : cette réalité constitue l'arrière-plan dans lequel se sont développées des stratégies en réponse. L'autodéfense antifasciste ne surgit pas spontanément : les pratiques de protection collective naissent d'agressions répétées, tolérées ou pire par les pouvoirs publics. Depuis quelques jours, cette violence s'est accrue. Permanences politiques vandalisées, locaux syndicaux et politiques ciblés, menaces de mort, campagnes de harcèlement en ligne : les attaques se sont multipliées. À Lyon, plus de 3000 personnes ont marché derrière des banderoles faisant du fasciste décédé un « martyr », aux côtés de

À la Une

figures connues de la mouvance nationaliste-révolutionnaire. Des saluts nazis, insultes racistes et symboles néofascistes ont été signalés à la justice, pendant que nombre de commentaires soulignent que la marche s'est bien passée car il n'y a pas eu de vitrine ou de poubelle endommagée... Ce basculement ne relève pas d'un emballement ponctuel mais d'une stratégie de normalisation, qui se sert de chaque occasion pour faire sauter de nouvelles digues. Il s'agit d'un véritable tapis rouge déroulé à l'extrême droite.

Face au danger existentiel, un front antifasciste !

La séquence est porteuse d'immenses dangers, aussi bien par l'encouragement aux violences fascistes contre les militantEs, les personnes racisées et les LGBTQIA+, que par les menaces de répression, d'interdictions, de dissolutions, d'empêchement des organisations de notre camp social. C'est tout le mouvement ouvrier, toute la gauche, tout le mouvement pour l'égalité et l'émancipation dont les conditions d'existence même sont mises en cause par la fascisation actuelle.

L'enjeu dépasse donc de loin les concurrence électorales, et les règlements de comptes politiques à gauche ne sont pas à la hauteur. Ni l'alignement sur les positions les plus droitières ni le sectarisme ne permettront de créer les conditions pour sortir de la nasse politico-médiatique. La seule réponse est de faire front : organisations politiques, syndicales, associatives doivent prendre des initiatives communes, qui permettront aussi aux équipes militantes et aux classes populaires de sortir de la sidération provoquée par l'offensive en cours et de se mettre en mouvement, tant qu'il en est encore temps.

Le NPA-l'Anticapitaliste va prendre des initiatives en ce sens, pour que se construise un front antifasciste, contre le racisme, pour la démocratie et le progrès social.

Martin Hache et Olivier Lek Lafferrère

Acturama



« Ici on pleure pas les nazis », banderole déployée lors de la manifestation antifasciste à Rennes le 21 février 2026, quelques jours après la minute de silence observée à l'Assemblée nationale en hommage à Quentin Deranque.

PHOTO DR (RÉSEAUX SOCIAUX)

FOCUS L'Ukraine quatre ans après

Si les UkrainienNEs ont récemment réussi à regagner du terrain lors de contre-attaques dans le sud, les positions restent globalement figées, sans percée décisive.

Des positions figées

Les bombardements, par missiles et par drones, ciblent toujours les infrastructures logistiques ; le réseau ferré — un atout de l'Ukraine — est particulièrement visé. Les travailleurEs de ce secteur sont régulièrement ciblés par les attaques russes. La population souffre des restrictions d'électricité, d'eau et de chauffage pendant cet hiver rigoureux.

Les discussions diplomatiques sont au point mort. Poutine maintient ses exigences qui veulent forcer Kyiv à abandonner des territoires non occupés, barrière fortifiée pour prévenir d'éventuelles futures offensives. Malgré les concessions proposées par Zelensky de geler la ligne de front avec des garanties solides, l'idée d'un cessez-le-feu négocié se heurte à l'intransigeance du Kremlin qui n'a réussi ni à faire renoncer l'Ukraine à sa souveraineté, ni même à contrôler l'entière des zones « annexées ». Une nouvelle série de pourparlers est prévue dans les prochaines

Il y a maintenant quatre ans, le 24 février 2022, la Russie a lancé une invasion à grande échelle de l'Ukraine. Près de 1500 jours après, le conflit reste actif sur plusieurs axes du front. L'armée russe maintient une pression constante au prix de lourdes pertes.



semaines.

Un très lourd bilan humain

Les populations des deux pays paient un très lourd tribut à cette guerre. Même si les chiffres sont difficiles à vérifier de manière indépendante, les pertes militaires sont considérables. Elles avoisineraient les 1,8 million de

tués, blessés et hors de combat. Côté Ukraine, l'ONU indique (sur le front et dans la population civile) environ 15 000 tués et plus de 40 000 blessés (dont des milliers d'enfants) avec des frappes régulières qui visent des infrastructures civiles. Outre les 6 millions qui ont émigré, des millions d'ukrainienNEs ont été

déplacés depuis 2022, avec de forts enjeux de santé mentale, d'éducation et de cohésion sociale. Dans les zones occupées, expulsions forcées, détentions arbitraires, tortures et disparitions sont régulièrement signalées.

Soutenir la résistance ukrainienne

En Russie, la population commence à ressentir les effets des sanctions économiques et de l'économie guerre. L'inflation réduit leur consommation et fragilise leur niveau de vie. Dans l'armée, les actes d'indiscipline sont violemment réprimés. Les pertes touchent d'abord les régions pauvres, rurales ou périphériques (Sibérie, Caucase, Extrême-Orient). Le régime de Poutine a intensifié répression et censure visant à criminaliser toute forme publique d'opposition.

Il est déterminant de soutenir la résistance ukrainienne, armée et non armée, d'exiger le retrait total des armées russes, pour une paix juste et durable, qui respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. En internationalistes conséquentEs, nous devons multiplier les initiatives de solidarité avec l'opposition à Poutine. Les militantEs socialistes et anti-autoritaires d'Ukraine, de Russie et des pays voisins, ayant déjà fait l'expérience de la brutalité du régime poutinien, sont engagés dans la défense antifasciste de la liberté de l'Ukraine.

Groupe d'intervention Solidarité Ukraine du NPA-A

No comment

Le travail, la famille, la patrie, moi c'est mon slogan et ce sont mes valeurs.

MARTINE VASSAL, candidate de la « droite républicaine » à la mairie de Marseille, le 19 février 2026, dans un débat télévisé. Elle assumera ce slogan, devise officielle de l'État français pendant le régime de Vichy, y compris après qu'on lui ait rappelé que c'était celui de Pétain.

Agenda

Jeudi 26 février, Rencontre avec Omar Alsoumi et Thousand Madleens autour du livre *Enfant de Palestine*, Montreuil (93). À 18 h, à La Parole Errante, 9, rue François-Debergue. Lire page 7.

Vendredi 27 février, Rencontre avec Itamar Greenberg, objecteur de conscience israélien, Rennes (35). À 19 h 30, auditorium de la Maison internationale de Rennes, 7, quai Chateaubriant, métro Saint-Germain.

Mercredi 4 mars, Rencontre autour du livre *Homonationalisme* de Jasbir K. Puar, Paris (75). À 19 h 30, à la librairie Le monte en l'air, 2, rue de la Mare dans le 20^e.

Dimanche 8 mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, Paris (75). À 11 h, village féministe place Stalingrad, à 14 h départ en manifestation.

Samedi 14 mars, manifestation « Non ! Au racisme, aux fascistes, aux violences d'État », Paris (75). À 14 h, à Nation.

Vendredi 20 mars, Projection-débat *Hommage à la Catalogne*, Les Lilas (93). À 20 h, un Lieu pour respirer, 15, rue Chassagnolle, 93260 Les Lilas.

Samedi 30 mai, montée au Mur des Fédérés, Paris (75). À partir de 10 h, place des Fêtes (sous réserve), manifestation à 14 h 30 en direction du cimetière du Père Lachaise, rue des Rondeaux dans le 20^e.

FOCUS Pour la gauche ukrainienne, une lutte sociale dans et contre la guerre

Dès les premiers jours de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, la résistance ukrainienne déjoue les plans de Poutine qui imaginait prendre Kyiv et installer un gouvernement ami, sans coup férir. L'armée ukrainienne reprend même une partie du terrain en 2022. Le conflit se transforme en guerre d'usure, combats d'artillerie et de drones, pertes humaines considérables et destruction systématique par l'armée russe des infrastructures civiles et énergétiques.

Une mobilisation multiple de la société

Depuis quatre ans, la société ukrainienne a mis en place des réseaux de collectes et d'entraide (nourriture, vêtements, médicaments) reliant les soldatEs et leurs familles, assurant évacuations de blessés, soins sous les bombardements, aide aux personnes déplacées. Une inventivité populaire s'est déployée pour transformer et fabriquer des drones utiles à de multiples tâches. De nombreuses expressions artistiques de la résistance (musique, littérature, arts visuels, graffitis) ont émergé. Les luttes sociales et syndicales ont persisté, sous la loi martiale, notamment dans les services publics confrontés à la remise en cause néolibérale des droits sociaux du gouvernement Zelensky.

Pour l'organisation politique de gauche Sotsialnyi Rukh (« Mouvement social »), pour le syndicat étudiant Priama Diia (« Action directe »), celui des infirmières « Soyez comme nous sommes », ou pour le collectif d'entraide « Solidarity Collectives », la mobilisation se déploie comme lutte sociale dans et contre la

La société ukrainienne ne se contente pas de résister militairement. Réseaux d'entraide, auto-organisation, mobilisations syndicales et féministes : la guerre révèle une résistance populaire profonde, traversée de contradictions sociales et confrontée aux politiques néolibérales du gouvernement, mais déterminante pour l'issue du conflit.

guerre. Elle intensifie, transforme et met à nu les rapports d'exploitation et de domination économique, genrée et politique. Les pratiques d'auto-organisation, soutien matériel aux combattantEs, solidarité avec les prisonnierEs et les réfugiéEs prouvent que la société peut agir sur des bases indépendantes, y compris dans un contexte de guerre.

Des lignes de classes

La situation n'est pas simple. La corruption, les désillusions face aux promesses de Zelensky, les pertes massives et les inégalités sur le front et dans la société se traduisent par une montée des désertions. La « busification » (capture de conscrits avec des minibus par des centres de recrutement) alimente le mécontentement contre l'organisation de la conscription. En dépit d'un rejet massif de l'agression russe, elle reflète la fatigue sociale face à un conflit qui dure et qui pèse de façon inégalitaire sur la société. Pourtant, peu de gens imaginaient l'Ukraine capable de contenir une armée très supérieure en nombre et en moyens de production militaire. Un élément de réponse est la nature de l'armée ukrainienne, composée de soldatEs majoritairement non professionnelEs. Ces travailleurEs, ouvrierEs,

technicienNEs ont apporté leurs compétences et leur culture civiles. Leur inventivité, leur capacité d'adaptation, leurs réseaux transforment le fonctionnement de l'armée. Beaucoup de militaires gardent des liens avec leur syndicat qui les aide à défendre leurs droits. La présence importante de femmes — 70 000 dans l'armée en 2025, plus de 5 500 en première ligne (snipers, commandantes d'unités, opératrices de drones) — est aussi un lien fort avec la société civile. Les soldatEs dénoncent les conditions de vie dégradées, les rotations inexistantes, les commandements incompetents ou brutaux. Ces revendications procèdent d'un réflexe de classe forgé au front : survivre, limiter l'arbitraire, préserver les camarades. L'après-guerre est déjà en jeu dans la guerre. La reconstruction risque de se traduire par une accélération des politiques néolibérales, des privatisations et de l'extractivisme. La résistance actuelle — luttes syndicales, féministes, auto-organisation — contre l'agression russe et contre les politiques néolibérales exprime l'urgence et les tâches d'un internationalisme par en bas qui doit se construire contre tous les rapports de domination.

Groupe d'intervention Solidarité Ukraine du NPA-A



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



En bref

USA. Les infirmières mènent la lutte des classes et la résistance contre l'ICE

En janvier et février, près de 15 000 infirmières de New York ont mené une grève historique, l'une des plus longues et des plus massives du secteur hospitalier étatsunien. À l'appel du syndicat NYSNA (New York State Nurses Association), elles exigeaient des hausses de salaires, de meilleurs effectifs et des garanties pour la sécurité au travail. Après plusieurs semaines de mobilisation, elles ont obtenu une augmentation salariale de 12 % sur trois ans, le maintien de l'assurance santé et des engagements sur les ratios soignantEs-patientEs.



MilitantEs de DSA en solidarité avec les infirmières en grève. DSA New York

Le mouvement s'inscrit dans une dynamique plus large portée par le syndicat National Nurses United (225 000 membres), qui lie défense des conditions de soins et combat politique. Le 19 février, des manifestations ont ainsi été organisées dans plusieurs villes pour réclamer l'abolition de l'ICE (Immigration and Customs Enforcement), accusée de constituer une menace pour la santé publique. Les infirmières dénoncent des opérations qui dissuadent les migrantEs de se faire soigner, aggravant les risques sanitaires. Entre luttes sociales et solidarité avec les populations migrantes, la mobilisation infirmière apparaît comme un point d'appui majeur des résistances au trumpisme et à sa politique répressive.



◀ Lire sur le site l'article complet de notre correspondant Dan la Botz

Gabon. Mobilisation massive des enseignantEs

Depuis le 10 décembre 2025, les enseignantEs gabonaisEs sont engagéEs dans une grève d'ampleur à l'appel du collectif SOS Éducation, soutenu par les syndicats du secteur. Au cœur de la mobilisation : la régularisation des carrières, bloquées depuis le gel des avancements décrété en 2015. Reclassements, titularisations, intégrations ou avancements restent en attente pour des milliers d'agentEs, paralysant toute progression salariale. Face à un mouvement largement soutenu par la population, le gouvernement de Brice Oligui Nguema alterne discours d'ouverture et mesures répressives. Pressions administratives, menaces et poursuites judiciaires ont visé les grévistes. Deux dirigeants syndicaux, Marcel Libama et Simon Ndong Edzo, ont ainsi été incarcérés pour entrave à la liberté, avant d'être libérés sous la pression de la mobilisation. Dernière mesure en date : la restriction d'accès à plusieurs réseaux sociaux, accusés d'alimenter la contestation. Dénoncée comme une atteinte à la liberté d'expression, cette décision pénalise aussi de nombreux travailleurEs de l'économie informelle. Pour beaucoup, ce pouvoir issu du coup d'État perpétue les méthodes autoritaires de l'ancien régime, tout en maintenant des priorités



budgétaires favorables aux forces de sécurité au détriment de l'éducation. ▶ Lire sur notre site l'article complet de Paul Martial

CUBA

Face à l'asphyxie, rompre le siège, organiser la solidarité

Cuba subit un durcissement du siège économique imposé par les États-Unis. Nouvelles sanctions, verrouillage financier accru, pression directe sur l'approvisionnement énergétique : le blocus vise l'asphyxie. Face à cette offensive, la solidarité internationaliste est une nécessité.



Cuba, Plaza de la Revolución, 2006. DR

Le blocus comme arme politique

Après la disparition du bloc socialiste, loin de se relâcher, l'offensive s'est institutionnalisée. La loi Torricelli (1992) puis la loi Helms-Burton (1996) ont donné au blocus un caractère extraterritorial assumé : il ne s'agit plus seulement d'interdire, mais de punir quiconque commerce avec Cuba. La sanction devient une arme diplomatique. Plus récemment, l'inscription de Cuba sur la liste des « États soutenant le terrorisme » a servi de mécanisme d'exclusion financière quasi totale : comptes fermés, transactions bloquées, crédits rendus inaccessibles. Par exemple, BNP Paribas, frappée d'une amende record en 2014, a cessé ses opérations avec l'île : message reçu par l'ensemble du système bancaire mondial. Le blocus ne constitue pas un contexte : il est une structure. Il renchérit chaque importation, entrave chaque investissement, complique l'accès aux médicaments, aux pièces industrielles et aux technologies. Il conditionne depuis des décennies les marges de développement de l'île.

Cette structure ne s'est pas figée : elle s'est approfondie. Entre 2017 et 2021, plus de 240 mesures supplémentaires ont été adoptées pour renforcer le blocus. L'administration suivante n'a pas démantelé cette architecture de sanctions. La continuité bipartisanne confirme que le siège contre Cuba relève d'une stratégie impériale d'État, et non d'une simple alternance gouvernementale. Parler de « problème (ou d'épuisement) du modèle » en faisant abstraction de cette contrainte relève soit de l'aveuglement, soit de la mystification.

Un saut qualitatif dans les sanctions

Le verrou énergétique actuel représente un saut qualita-

tif. En sanctionnant transporteurs et fournisseurs de pétrole, Washington vise un point névralgique : l'électricité, les transports, la production. Transformer la pénurie matérielle en désorganisation sociale, puis en crise politique. Même des gouvernements affichant leur solidarité, comme le Mexique, doivent composer avec la pression étatsunienne et ajuster leurs livraisons. Telle est la portée réelle de l'extraterritorialité : elle discipline les États autant que les entreprises. Ce durcissement ne relève pas d'un caprice idéologique. Il s'inscrit dans une tentative plus large de reconsolidation hégémonique. Face au déplacement du centre de gravité mondial, Washington réaffirme son auto-

rité dans son espace continental. Cuba demeure un précédent inadmissible : la preuve qu'une rupture est possible. C'est cette possibilité qu'il faut étouffer. Défendre Cuba ne signifie ni idéaliser ni suspendre la critique. Cela signifie identifier l'ennemi principal et la contradiction centrale. On ne mène pas un débat abstrait sous un régime de siège.

La tâche internationaliste est concrète : briser le silence, exiger la levée des sanctions, combattre la propagande qui naturalise l'asphyxie. Il ne s'agit pas d'un soutien sentimental, mais d'un choix stratégique. La solidarité avec le peuple cubain est une ligne de front contre l'ordre impérial.

Nicolas Menna

PALESTINE Gaza « sans argent liquide », nouvelle modalité du contrôle colonial

Le projet d'une Gaza « sans argent liquide » ne relève pas de la modernisation économique mais d'une technologie de domination. En supprimant toute autonomie monétaire, l'occupant se dote d'un levier supplémentaire pour administrer la survie et organiser l'asphyxie.

À l'abri des regards médiatiques, la première réunion du « conseil de la paix » dirigé par Donald Trump se tenait jeudi dernier à Washington, fédérant près de 40 pays autour d'une idée : accélérer la destruction des palestinienNEs et capitaliser sur ses effets. Une des mesures annoncées pour mener à bien ce projet est la mise en place d'une « société sans argent liquide » à Gaza. Les autorités israéliennes s'acharnent depuis plusieurs mois à réduire la circulation d'argent liquide dans la bande. Elles ont désormais trouvé l'institution impérialiste qui leur permettra d'officialiser et d'achever ce processus.

Un contrôle total

La suppression de l'argent liquide permet un contrôle total sur les échanges monétaires des coloniséEs. Les autorités coloniales pourront surveiller de manière permanente l'ensemble des transactions. Les transferts financiers vers la Palestine, organisés par les organisations de solidarité, pourront donc largement être bridés, voire interdits par l'occupant.

La cryptomonnaie s'est développée à Gaza depuis le début du génocide, en permettant d'un côté d'accroître les profits des capitalistes financiers et de l'autre d'asservir une population qui y a difficilement accès du fait de sa faible solvabilité et des coupures d'électricité récurrentes. Parallèlement, l'occupant pouvait geler les portefeuilles numériques des GazaouiEs, une pratique impossible avec la monnaie liquide.

Une cyberarchitecture coloniale

La sélection arbitraire, à distance, de celles et ceux à qui l'on doit couper les ressources monétaires pour faciliter leur agonie permet de poursuivre le génocide colonial à l'abri des dénonciations internationales. Cette décision permettra d'accroître les profits des géants du secteur bancaire et financier avec qui les autorités sionistes pourront continuer de collaborer. Cette cyberarchitecture coloniale sera organisée par l'entrepreneur israélien Liran Tancman, qui avait déjà fait ses preuves dans la persécution des palestinienNEs en élaborant le système de surveillance biométrique de la Gaza Humanitarian Foundation

— qui avait débouché sur plusieurs dizaines d'assassinats. La modernisation du dispositif colonial et génocidaire s'établit désormais dans le contrôle des finances et des consommations.

Parallèlement, les discussions autour d'un « Nouveau Rafah » entérinant l'idée de Kushner de ne reconstruire qu'une partie résiduelle de la bande ont de nouveau émergé. Nous savions pertinemment que le plan trumpiste avait pour unique objectif de capitaliser sur Gaza sans aucunement reconstruire le territoire ; ce qui est effarant, c'est sa capacité à l'assumer sans être dénoncé par quelque gouvernement que ce soit.

Sara Laska



Shekels israéliens. WIKIMEDIA COMMONS



ÉLECTIONS
MUNICIPALES 2026

REPRENONS LES COMMUNES !

DÉFENDRE, ÉTENDRE, DÉMOCRATISER LES SERVICES PUBLICS MUNICIPAUX

La question des services publics sera au centre de la campagne pour les élections municipales. D'une part, les prérogatives des municipalités ou des intercommunalités touchent à de multiples aspects de la vie quotidienne des habitantEs d'un territoire : petite enfance, éducation, vieillesse, santé, culture, eau, déchets... D'autre part, tout cela donne lieu à une offre privée qui vise de juteux profits et entre en concurrence avec les régies et autres services publics municipaux. Enfin, les politiques d'État visant à détourner l'argent mettent les communes sous pression...

Dossier réalisé par Vincent Gibelin

La vie des habitantEs d'un territoire peut être entièrement transformée par l'existence, le développement et la démocratisation de services publics... au service du public. Deux exemples : l'enfance et la santé.

ENFANCE, JEUNESSE

Une municipalité détient les clés de certaines politiques éducatives publiques. De la crèche au collège, une mairie peut intervenir, pour plus de justice sociale, pour un meilleur accueil, en ayant recours à des personnels formés, reconnus, correctement rémunérés.

La petite enfance

La crèche d'abord : le service municipal de la petite enfance doit accueillir sans discrimination et sans distinction administrative (avec ou sans papiers !) les enfants de tous les milieux. Dès ce niveau, la consultation et la participation des parents doivent être la règle. Pour une scolarité égalitaire et émancipatrice, une mairie peut décider, pour tous les enfants, de la possibilité de scolarité maternelle dès deux ans, de la gratuité des cantines scolaires, approvisionnées en bio et local, de la gratuité des fournitures scolaires.

Les écoles

La mairie peut aussi décider la rénovation des écoles publiques, la végétalisation des cours d'école, afin de garantir à tous les élèves de bonnes conditions d'étude et la sécurisation des trajets vers l'école par des voies piétonnes et des espaces verts. La mairie ne décide pas des moyens en enseignantEs et en AESH (prérogative de l'État), mais une équipe municipale déterminée peut appuyer de tout son poids les mobilisations des enseignantEs, AESH et parents d'élèves pour obtenir les moyens de fonctionner en permettant l'inclusion dans des conditions correctes. La mairie peut, par contre, garantir la présence d'ATSEM dans toutes les classes de maternelle. Concernant le périscolaire, accueil du matin, cantine, garderie, il est possible de garantir un nombre suffisant d'animateurEs périscolaires formésEs, en emploi statutaire. Par ailleurs, il est indispensable de former les personnels de crèche, du périscolaire et intervenantEs sur le temps scolaire à la prévention des violences éducatives, et de rendre obligatoire leur formation à la prévention des violences, des

Des services publics, pour changer la vie !

BUDGET D'AUSTÉRITÉ
CADEAUX FISCAUX
PRIVATISATIONS



quartiers populaires, en veillant aux conditions statutaires et de travail pour les personnels engagés. Cela doit se faire sous le contrôle des représentantEs syndicaux des personnels soignants, des associations d'aidantEs et de patientEs. Une municipalité déterminée doit utiliser la tribune politique municipale pour lutter contre les fermetures d'hôpitaux, de maternités, s'opposer fermement à la privatisation du système de santé et lutter, au sein des conseils de surveillance des centres hospitaliers, pour l'amélioration des conditions de travail des personnels soignants et pour la dignité des patientEs et des résidentEs.

Développer un service public du grand âge

Une municipalité peut développer les EHPAD municipaux afin de s'opposer à la marchandisation de la vie de nos aînéEs. La recherche du profit est incompatible avec l'accès au soin pour toutes et tous, la dignité humaine et la qualité des conditions de travail des soignantEs. Dans le cadre du service public du grand âge, il faut développer, dans les quartiers populaires, une maison du grand âge, cadre de temps d'échanges, d'accompagnement des familles et de l'information sur les droits.

Une meilleure prise en compte de la santé mentale

La première politique de santé mentale est la transformation des conditions matérielles d'existence, par l'accès à un logement digne, à la fin d'un travail aliénant et épuisant, à l'accès à une nourriture saine, à l'accès au loisir, à la culture et au développement des relations sociales. Pour autant, il est possible de recruter des psychologues municipaux (postes salariés dans les centres de santé municipaux) afin de proposer des consultations gratuites, implantés prioritairement dans les quartiers populaires en coordination avec les CMP, les CHS et les associations. Enfin, il faut développer la prévention, l'inclusion, par des interventions concernant la santé mentale dans les écoles, collèges, campus, et par la formation des agentEs municipaux contre la stigmatisation.

Défendre le service public municipal

Les services publics municipaux sont menacés directement par deux fléaux qui les fragilisent et les attaquent de front.

Les politiques d'austérité

Depuis plusieurs années, les collectivités locales en général et les communes en particulier subissent les politiques d'austérité. Depuis 2011, l'indexation sur l'inflation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) a été supprimée et son montant a baissé plusieurs fois depuis. Des impôts locaux ont été supprimés, sans compensation. La suppression de la taxe d'habitation, y compris pour les plus riches, a par exemple coûté 2 milliards d'euros aux communes. Ces politiques ont renforcé la dépendance des communes à la finance et leur endettement.

Il faut donc engager la bataille contre les politiques austéritaires et ultralibérales. Cela n'est pas une prérogative municipale, mais c'est incontournable, et des municipalités au service de leurs habitantEs, des travailleurEs, des jeunes, devront s'opposer aux mesures de restriction budgétaires, en s'appuyant sur leurs mobilisations.

La privatisation, frontale ou rampante

De nombreuses politiques publiques constituent, pour les capitalistes, des marchés potentiels, prometteurs de profits juteux et durables. C'est le cas de la gestion des déchets, de la distribution de l'eau, terrain de jeu bien connu de compagnies multinationales comme Veolia, mais cela s'étend aussi à la restauration collective,

aux crèches, aux EHPAD... Cela va de l'entreprise privée à la délégation de service public qui livre des pans entiers de nos communs aux rapaces avides de profit. C'est souvent le cas de la distribution de l'eau et des réseaux de transport.

Services publics !

Toutes nos listes, dans les villes où nous menons campagne, s'engagent à passer ou à repasser en régie municipale, en gestion directe. C'est le seul choix qui permet de garder ou de retrouver la maîtrise de la gestion des politiques publiques au service des populations, de faire des économies (les régies ne versent aucun dividende à aucun actionnaire !), donc de garantir aux usagerEs des services de qualité et aux personnels des conditions correctes de travail, de statut et de rémunération.

discriminations et des violences sexistes et sexuelles (VSS).

Enfin, une mairie peut mettre fin aux versements non obligatoires aux établissements scolaires privés et aux versements « en nature » des obligatoires (électricité, entretien du bâti, etc.). Cela sera toujours ça de gagné pour le service public !

LA SANTÉ

La crise du système de santé est le résultat direct des politiques néolibérales de marchandisation du soin, de rentabilité et de restriction budgétaire. La première des tâches d'une équipe municipale est donc de s'opposer fermement à la privatisation du système de santé et de lutter pour un accès à la santé de toutes et tous.

Pour cela, il est possible de créer des centres de santé municipaux pluridisciplinaires pour lutter contre la privatisation des soins et les inégalités spatiales dans l'accès à la santé, prioritairement dans les

HOMMAGE Susan George

Susan George est morte le 14 février 2026 à Paris. Politologue et écrivaine franco-américaine, militante altermondialiste, elle était présidente d'honneur d'Attac, qu'elle a contribué à fonder. Nous avons demandé à Pierre Khalfa de nous écrire quelques mots d'hommage.

J'étais pas un intime de Susan, que j'ai connue à Attac. À sa création, Attac était parcourue par de nombreux débats politiques, que ce soit sur son fonctionnement interne avec la place des comités locaux ou sur son positionnement politique — anticapitalisme ou antilibéralisme, rapport à l'Union européenne et souverainisme. Dans tous ces débats, la position de Susan a toujours été celle du fonctionnement démocratique le plus large possible et de l'inclusivité maximale face à la tentation de repli idéologique. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés côte à côte, en 2006, avec notamment Gustave Massiah, Jean-Marie Harribey, Thomas Coutrot, Dominique Plihon et bien d'autres, à mener une bataille interne contre la tentative menée par le président d'Attac à l'époque, Jacques Nikonoff, pour s'emparer d'Attac afin d'y imposer une orientation nationaliste. Suite à une fraude électorale au profit de la présidence sortante, et dans un climat d'une très grande violence, Susan a tenu bon, et ce malgré les tentatives d'intimidation contre elle, nos adversaires considérant que, vu son âge et le fait que c'était une femme, elle pouvait être retournée. Ils n'avaient pas compris que Susan, sous des apparences tranquilles, ne transigeait jamais avec ses principes. C'est là la grande leçon qu'elle nous laisse. Tenir bon sur ses principes ne signifie pas rechercher systématiquement l'affrontement verbal. Susan apaisait les réunions, tout en étant ferme sur le fond. Cette leçon, au moment où les forces de gauche s'étripent de façon mortifère, doit être retenue. Susan n'a jamais manqué aux devoirs de l'amitié et à ceux du combat politique contre le néolibéralisme. Son honnêteté, sa disponibilité, son ouverture aux autres nous manqueront.

Pierre Khalfa



Susan George. WIKIMEDIA COMMONS

UNIVERSITÉS La circulaire Baptiste contre la liberté d'expression

Philippe Baptiste, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a annoncé mardi 17 février l'interdiction des meetings politiques dans les universités « en cas de risque pour l'ordre public ». C'est une attaque de plus contre la liberté d'expression au sein des facs.



Répression des pensées critiques et mobilisations

Il y a d'abord eu l'importation des paniques morales sur la liberté d'expression et le « wokisme », relayées par des essayistes comme Caroline Fourest ou Jean-François Braunstein, ou par la Fondapol. En lien avec l'agitation du fumeux « Observatoire d'éthique universitaire » financé par Stérin et la promotion de Florence Bergeaud-Blackler, il s'agit d'imposer un cadrage pré-

sentant les facs comme bastions d'un « islamo-gauchisme » et d'un « wokisme » totalitaires. Ces attaques ont légitimé la répression des pensées critiques et des mobilisations : définancement de l'Université Lyon II par la région Auvergne-Rhône-Alpes sous l'impulsion de Laurent Wauquiez, adoption de la pseudo-loi contre l'antisémitisme à l'université, mesures

contre les mobilisations liées au génocide à Gaza.

Faire taire les gauches sur les campus

Mais tout en appelant à censurer, les droites sont particulièrement virulentes sur la défense de leur propre « liberté d'expression », contre la « cancel culture ». Il n'y a pas de contradiction. L'enjeu est avant tout de définir qui

est légitime à s'exprimer et à dire « le vrai ». On le voit avec la santé trans, où le consensus scientifique est combattu par une coalition de catholiques réactionnaires, soutenus par Stérin et Bolloré, et de psychanalystes bénéficiant d'un accès privilégié aux médias ; les mêmes attaques viennent des climato-négationnistes.

Avec cette nouvelle circulaire ministérielle, il s'agit de faire taire les gauches sur les campus. Nous savons que ce sont les conférences de Rima Hassan qui seront interdites, et non celles des réactionnaires. Aux États-Unis, l'objectif de la campagne anti-universités a été de placer celles-ci sous la tutelle des milliardaires d'extrême droite et de casser les statuts des enseignantEs pour faciliter leur licenciement. La commission d'enquête sénatoriale sur « l'excellence académique », qui entend aussi travailler sur « le pluralisme et la neutralité des universitaires », s'inscrit dans cette même logique.

Sally Brina

ANTIRACISME Le consensus raciste et l'islamophobie européenne

La publication du « Rapport annuel du CCIE sur l'islamophobie en Europe pour l'année 2025 » confirme que l'islamophobie est une des coordonnées fondamentales de la fascisation.

Le rapport¹ du CCIE (Collectif contre l'islamophobie en Europe) s'ouvre sur une glaçante contextualisation. Au prétexte du « maintien d'une organisation dissoute par le gouvernement français », deux de ses responsables encourrent toujours une peine d'emprisonnement. Et les contributeurEs françaisEs à ce rapport « ont souhaité conserver l'anonymat en raison des risques réels liés à leur personne ainsi qu'à leur carrière en France » (p. 34).

Et le CCIE alerte : son travail principal serait de produire une documentation et des statistiques pour produire des plaidoyers juridiques, mais seuls 6% des faits seraient signalés en raison de leur normalisation. C'est notamment pour essayer d'y remédier que la plateforme Equitas a été mise en place.

Banalisation et institutionnalisation de l'islamophobie

Une même dynamique raciste traverse la dizaine de pays européens étudiés : la banalisation des opinions islamophobes s'articule à la diffusion de propos haineux, notamment via les réseaux sociaux, et profite de l'indifférence, de la passivité voire de l'inscription dans le droit de la haine de la visibilité musulmane. En Europe, l'avance prise par la France sur les législations islamophobes fait encore exception, mais partout, les formations de droite assoient leur popularité sur l'islamophobie — en Espagne ou en Suisse par exemple. En Belgique ou en Autriche, les jurisprudences islamophobes qui suivent le modèle français construisent les bases d'une « islamophobie respectable ».

Réduction de l'espace public

Le CCIE fait appel à la notion de « réduction de l'espace public » (*shrinking civic space*) pour décrire les pressions autoritaires sur les libertés publiques et associatives. Face à cela, les recours sont limités. Les dispositifs légaux de lutte contre le racisme sont peu appliqués pour défendre les personnes musulmanes et le CCIE rapporte une sélectivité des traitements des dossiers là où ils existent.

En conséquence, le CCIE se concentre sur la sensibilisation, en essayant de trouver des formes pour attirer un public plus large à prendre la mesure du danger. Il y a pour nous une certaine tristesse dans le constat qui en est tiré : les initiatives en commémoration du génocide bosniaque ont eu moins d'effets que le spectacle humoristique qu'il a organisé avec Djamil le Shlag et d'autres comiques.

Notre investissement pour affirmer partout la centralité de la lutte contre l'islamophobie et le racisme doit permettre de tenir la ligne, tant qu'on le pourra.

Hafiza b. Kreje

1 - <https://ccieurope.org/rapport2025/>

En bref

Écologie. Rapport « Business and biodiversity » de l'IPBES

La biodiversité est-elle soluble dans le capitalisme ? Le rapport « Business and biodiversity » de l'IPBES (l'équivalent du GIEC pour la biodiversité) confirme la responsabilité centrale des entreprises dans la destruction du vivant et la nécessité de transformer en profondeur les cadres économiques. Mais, dans les faits, États et multinationales perpétuent

le « business as usual ». Ce constat confirme l'incompatibilité structurelle entre capitalisme et préservation de la biodiversité.

► Lire l'article complet de la Commission nationale écologie

Loir-et-Cher. Grève historique à la Clinique de La Borde

Quand la psychothérapie institutionnelle se heurte au management néolibéral... Pour la première fois de son histoire, la Clinique de La Borde, haut lieu de

la psychiatrie institutionnelle fondé par Jean Oury et Félix Guattari, a connu une grève. Les salariéEs dénoncent un turn-over organisé, le non-renouvellement d'une monitrice éducatrice investie, des

sous-effectifs et des salaires proches du SMIC. ► Lire l'article complet de Radu Varl

Bayonne. Victoire contre le délit de solidarité

Poursuivis pour « aide à l'entrée et au séjour irrégulier en bande

organisée », sept militantEs ont été relaxés par le tribunal de Bayonne le 17 février. Leur seul « tort » : avoir accompagné 36 exiléEs vers le centre d'accueil Pausa en mars 2024. Cette décision est une victoire contre le délit de solidarité, après une forte mobilisation, notamment la campagne d'auto-inculpations « J'accuse », dénonçant la criminalisation de l'aide aux migrantEs.

Santé. Alerte sur la fin des centres de santé SEC-pa

Dans un communiqué, la coalition Tour de France de la santé dénonce

la fin du financement des structures d'exercice coordonné participatives (SEC-pa), annoncée sans concertation par le ministère. Intégrés à des centres et maisons de santé, ces dispositifs accompagnent des publics précaires via une approche globale. Les signataires exigent leur

maintien et appellent à signer une pétition nationale. ► Pour signer la pétition

ENTRETIEN « L'internationalisme n'est pas un luxe, mais un mécanisme de survie »

Assistons-nous actuellement à une nouvelle vague d'expansion impérialiste ?

Leila al-Shami : Nous nous dirigeons sans aucun doute vers un ordre mondial multipolaire dans lequel différents impérialismes se font concurrence. Il est regrettable qu'une grande partie de la gauche occidentale ne considère pas les formes non occidentales d'impérialisme comme impérialistes et méconnaisse leur nature.

Oleksandr Kyselov : Aujourd'hui, c'est tout le système qui est ouvertement remis en question. Lorsque Donald Trump dit que l'Europe est faible, il a raison : non seulement l'Ukraine dépend des États-Unis, mais l'Europe aussi. Et la menace russe est réelle — du moins pour les régions d'Europe de l'Est que le Kremlin considère comme faisant partie de sa sphère d'influence —, tandis que Trump tente d'arracher le Groenland à son principal allié.

Il est regrettable qu'une grande partie de la gauche occidentale ne considère pas les formes non occidentales d'impérialisme

Quelle est votre position concernant les livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine ?

Leila al-Shami : Je comprends parfaitement la position ukrainienne. Pour les UkrainienNEs, se défendre n'est pas une question idéologique, mais un combat existentiel pour leur survie. Il s'agit de savoir s'ils et elles peuvent continuer à exister en tant que société ou non.

Oleksandr Kyselov : Le refus de livrer des armes me semble être une attitude morale désespérée qui masque l'absence d'une stratégie viable. J'ai récemment rencontré un militant de gauche lituanien qui s'est engagé en Allemagne pour Die Linke, car il voulait convaincre ses compatriotes de voter pour ce parti. Et puis le parti s'est opposé à l'envoi de soldats de la Bundeswehr en Lituanie, un pays ouvertement menacé par la Russie. Que doivent penser les gauchistes lituaniens des actions du parti Die Linke ? Il en va de même pour l'Ukraine : le parti Die Linke affirme que les armes n'apporteront pas la paix. Or, la capacité de négociation repose sur la possibilité de rejeter certaines exigences — et pour cela, il faut justement des armes.

L'un des grands thèmes qui préoccupent la gauche locale est le réarmement en Europe, qui sert à des fins défensives et qui est principalement financé par des mesures d'austérité dans le domaine social.

*Dans un article de la revue suisse germanophone Woz, une interview intitulée « L'internationalisme n'est pas un luxe, mais un mécanisme de survie » permet d'écouter la militante anglo-syrienne **Leila al-Shami**, active au sein du réseau internationaliste **The Peoples Want**, et **Oleksandr Kyselov**, originaire de Donetsk, dans l'est de l'Ukraine, membre de l'organisation socialiste ukrainienne **Sotsialnyi Rukh** (« Mouvement social »). En voici de larges extraits.*



PHOTO Woz.CH

Comment faut-il réagir à cela ?

Oleksandr Kyselov : Au vu de mon expérience en Ukraine, il me semble absurde de prélever l'argent destiné à la sécurité dans le domaine social. Il se peut qu'il faille effectivement dépenser de l'argent pour la défense, y compris pour les armes. Mais en cas de guerre, il faut aussi des hôpitaux qui fonctionnent ; il faut être en mesure d'augmenter considérablement les soins. Cependant, la possibilité de traiter les victimes de guerre en plus des malades habituels dépend de la disponibilité de personnel suffisant.

Se concentrer uniquement sur l'achat d'armes et faire des économies ailleurs n'apportera pas la sécurité

Au lieu de programmes d'austérité, il faudrait donc investir dans les infrastructures ?

Oleksandr Kyselov : Les infrastructures ukrainiennes dépendent actuellement fortement du rail, qui, dans certains pays européens, ne fonctionne même pas en temps de paix. Et les infrastructures énergétiques en Europe connaissent déjà tellement de problèmes en raison de petits événements naturels qu'elles ne survivraient probablement pas à une guerre.

Beaucoup dépend également de la volonté des gens de se défendre. Pourquoi risquer sa vie si l'on ne s'intéresse pas à une communauté, à un lieu, à un pays ? Pourquoi aller au front quand on sait que si quelque chose nous arrive, il n'y aura pas d'aide sociale ? Il est important de parler de sécurité, mais se concentrer uniquement sur l'achat d'armes et faire des économies ailleurs n'apportera pas la sécurité. Cette critique de l'incompétence du gouvernement devrait être la position de la gauche — et non pas que la sécurité en général n'est pas importante, car les préoccupations des gens en matière de sécurité sont légitimes.

Il faut s'éloigner de la perspective géopolitique pour se concentrer sur celle des personnes sur place

Leila al-Shami, vous faites partie du réseau The Peoples Want. De quoi s'agit-il ?

Leila al-Shami : À l'origine, il s'agissait d'une initiative de réfugiés et d'exilés syrienNEs de différents pays qui se sont réunis pour discuter précisément des questions dont nous venons de parler — et pour réfléchir à ce à quoi pourrait ressembler un internationalisme progressiste pour le 21^e siècle.

Et que proposez-vous ?

Leila al-Shami : En fait, c'est simple : il faut s'éloigner de la perspective géopolitique pour se concentrer sur celle des personnes sur place. L'un de nos

objectifs principaux est de créer un espace de discussion et de coopération, à travers des festivals ou des formats en ligne. Établir de véritables liens, discuter des complexités, mieux se comprendre. Et, surtout, être solidaires et se soutenir mutuellement afin que les gens ne restent pas coincés dans ces alliances tactiques inconfortables dont nous avons parlé : devoir accepter des armes ou de l'argent d'autres États. Et se demander comment nous pouvons renforcer les mouvements eux-mêmes.

Cela peut fonctionner au niveau local. Mais quel pourrait être le facteur fédérateur au niveau international ?

Leila al-Shami : En discutant ensemble, les gens se rendent rapidement compte qu'ils ont plus de points communs que de différences. Les problèmes tels que la crise climatique sont mondiaux, les ennemis sont les mêmes — et bien organisés : nous sommes confrontés à une internationale fasciste mondiale. Nous devons donc nous organiser nous aussi, sinon nous nous retrouverons en position de faiblesse. L'internationalisme n'est pas un luxe qui vient s'ajouter à la lutte nationale et locale, c'est un mécanisme de survie. Cela se voit également dans le fait que les mouvements qui ont choisi l'internationalisme comme stratégie clé sont les seuls à avoir survécu à long terme : les Kurdes, les PalestinienNEs ou les zapatistes.

Nous sommes confrontés à une internationale fasciste mondiale

Oleksandr Kyselov : Ce qui compte, ce sont les intérêts communs. Souvent, la gauche utilise un vocabulaire très élaboré pour décrire la situation dans le monde. Un vocabulaire que même moi, diplômé en sociologie, j'ai du mal à comprendre. Il faudrait plutôt commencer son analyse par ce qui est important pour les gens. J'aime l'idée de frapper aux portes. La gauche aux États-Unis le fait, et cette pratique est désormais de plus en plus souvent reprise en Europe. On ne va pas chez les gens pour les agiter, mais pour leur demander ce qui est important dans leur quartier. On établit un lien en écoutant. Sur cette base, on peut formuler des idées dans lesquelles les gens se reconnaissent.



► Le texte intégral (en allemand) est disponible ici.

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitalist1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°172-173 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

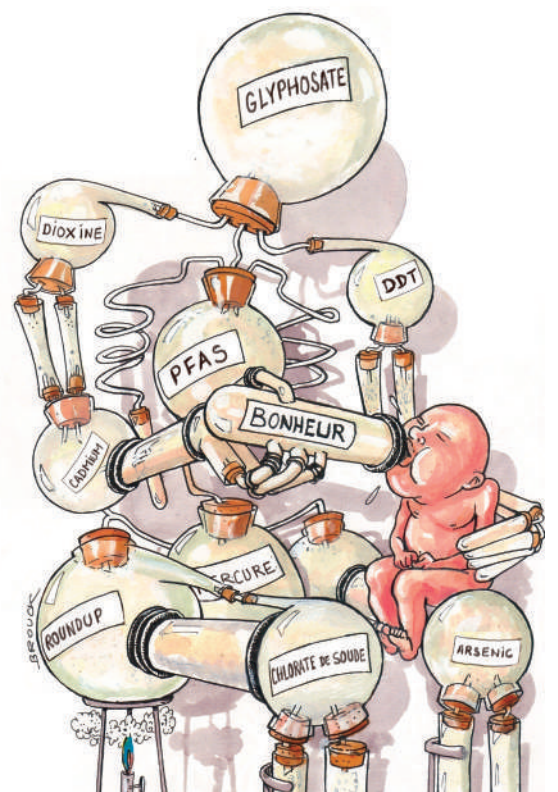
Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ?

Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org